

## Rencontre semestrielle des "Amis de notre Région Pays de Loire-Poitou-Charentes".

*C'était à Cholet, le 8 décembre 2016.*

Ce fut la rencontre studieuse et conviviale d'une trentaine d'amis et bénévoles de 8 Communautés Emmaüs et d'un Comité d'Amis Emmaüs de la région.

### Merci à l'équipe de Cholet !

L'organisation mise en place par **Monique** et toute l'équipe de Cholet a permis de travailler sans perte de temps inutile.

**Nicolas COIFFIER**, l'un des RNGC (Responsable National de Groupes Communautaires) de la région animait, tandis que **Bruno**, compagnon membre de l'équipe régionale apportait son témoignage et son interpellation.

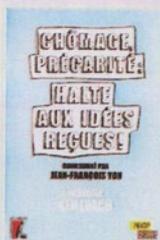
**Thème de la journée** : la place des amis et bénévoles au sein de leur groupe et du Mouvement.

Chacun a pu s'exprimer en participant à trois ateliers successifs :

- l'un sur le vécu au sein de son groupe,
- le second sur les devoirs de l'association vis-à-vis de ses bénévoles,
- le troisième enfin sur les devoirs du bénévole vis-à-vis de son groupe.

Faisant la synthèse de la journée, Nicolas a rappelé que dans le Mouvement EMMAÜS, **on utilise plus souvent le terme d'ami que celui de bénévole**. Ami : celui qui aime d'amitié, dans la famille des compagnons : ceux avec qui on partage le pain.

Belle illustration de l'esprit d'Emmaüs !



suite de la page 9 sonnes sont volontaires, elles sont accompagnées par une association intermédiaire, qui va les recruter et les mettre à disposition pour une durée réduite - par exemple, 3 heures durant une seule semaine - auprès d'Emmaüs Défi.

Emmaüs Défi intègre alors la personne pendant cette durée à l'une de ses équipes de travail, pour réaliser l'activité traditionnelle d'Emmaüs... Pour favoriser cette intégration, le dispositif s'appuie sur le lien de confiance tissé entre le maraudeur et la personne ; ainsi, le maraudeur qui a orienté la personne vers le dispositif travaille également avec l'équipe. Si la première mission de la personne a satisfait les trois parties, la personne pourra, si elle le souhaite, revenir pour une nouvelle mission. En parallèle, son accompagnement social se poursuit. Lorsque la personne a retrouvé progressivement le rythme du travail au gré de missions successives... et qu'elle a pu accéder à une solution d'hébergement ou de

logement, elle va pouvoir être recrutée directement par Emmaüs Défi, pour un contrat de 4 mois et de 20 heures de travail par semaine minimum.

Ce fonctionnement très souple - la personne s'engage uniquement sur des missions courtes - et progressif a fait ses preuves : sur les 25 personnes ayant été salariées dans le cadre de ce dispositif en 2014, 18 ont obtenu ensuite un contrat d'insertion à Emmaüs Défi ou directement un CDI chez un employeur classique...

Situé à Bordeaux, le Comité d'étude et d'information sur la drogue a développé en 2012-2013 une action similaire, à destination des jeunes en errance. Avec le soutien de l'Etat via la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives, de la ville de Bordeaux, de réseaux associatifs et de partenaires privés est né le dispositif **Travail alternatif payé à la journée** (TAPAJ). Dans le cadre d'un accompagnement à la santé approfondi, réalisé par des acteurs spécialisés, TAPAJ permet à des jeunes sans domicile

suite et fin page 11

## Un article du "Montaillé" le journal de la communauté Emmaüs du Mans !

### "Des Collégiens découvrent Emmaüs."

Nous recevons maintenant fidèlement le journal de la communauté Emmaüs du Mans. Dans ce Montaillé de décembre 2016, nous avons retenu un article concernant la visite de jeunes élèves en Maison Familiale... mais lisez plutôt !

Le jeudi 10 Novembre 2016, quatorze élèves accompagnés de deux enseignantes de la Maison Familiale Rurale de Bernay en Champagne ont été reçus au domaine de Montaillé. Cet établissement propose des formations par alternance et apprentissage à partir de la 4ème préparant au CAP aux Métiers de l'agriculture, au BAC Pro Services aux Personnes et aux Territoires, au BAC Pro Conduite et gestion de l'exploitation agricole et au BTS Economie sociale et familiale.

Autour d'un pot d'accueil, Evelyne a présenté

la Communauté et répondu aux questionnaires, soigneusement préparés avant leur venue, sur le thème : "S'impliquer auprès des autres".

Puis, chemin faisant sur le site, les jeunes ont été impressionnés par l'immensité des lieux, la quantité et la variété des objets à vendre et ont pris conscience de tout le travail à effectuer dans cette "entreprise". Certains se sont sentis frustrés de ne pouvoir "bricoler" dans les ateliers.

Une belle matinée, riche et dense pour ces jeunes qui ont manifesté écoute et gentillesse, repartis avec l'envie de donner et d'acheter pour apporter leur contribution à Emmaüs.

Evelyne M.



suite de la page 10 fixe d'être salariés pour des missions de courte durée. Avec à nouveau des résultats probants puisque TAPAJ a permis en 2015 à 153 jeunes de travailler plus de 8000 heures et s'est désormais structuré en réseau national...

D'autres actions similaires ont émergé, par exemple l'expérimentation "Alternative à la manche", lancée fin 2015 à Grenoble par trois associations et soutenue par la ville et l'agglomération.

#### Développer L'activité pour tous

Toutes ces expériences montrent que les personnes sans-abri peuvent et veulent travailler, si l'on y met les bons ingrédients : l'accompagnement par une personne de confiance, une situation de travail encadrée, rémunérée en partie en espèces dès la fin de la mission pour répondre aux besoins urgents des personnes, la progression dans le temps et la perspective d'un contrat plus long ainsi que de l'accès au logement.

Bien entendu, toutes les personnes ne retrouvent pas un emploi durable à l'issue de ces contrats d'insertion (le contraire serait surprenant quand plus de 5 millions de personnes sont inscrites à Pôle emploi) mais elles ont pu retravailler, et acquérir des ressources, de la dignité, de l'estime de soi. Avoir une perspective concrète, en attendant l'accès à un logement, les a également redynamisées et a redonné du sens aux démarches administratives ou sanitaires qu'elles peuvent mener par ailleurs.

Enfin, ces expériences peuvent contribuer à faire changer de regard sur les personnes sans-abri. Non, elles ne sont pas irrécupérables. Oui, elles peuvent, et veulent travailler. Un dernier exemple ? Fondé par d'anciens SDF, le collectif des SDF de Lille va prochainement ouvrir et gérer un hôtel social de vingt places dans l'agglomération lilloise.

A l'heure où 8,5 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté en France, il est grand temps de bannir les clichés et de s'appuyer sur ces expériences pour proposer de vraies solutions aux sans-abri.

Louis Gallois, Thierry Kuhn et Pierre Langlade

## Des journalistes contre la haine ! Merci à vous !

*"Ne rien dire, c'est se rendre complices..."*

Fin octobre 2016 : la page Facebook de France 3 Midi Pyrénées déborde de propos haineux contre l'accueil de 250 à 270 "migrants" dans les CAO (Centres d'Accueil et d'Orientation) de la Région ! Vous trouvez ci-dessous les réactions "engagées" du rédacteur en chef adjoint chargé des éditions numériques et d'une journaliste.

**Fabrice Valéry, Rédacteur en chef adjoint de France 3 Midi-Pyrénées.**

La France est une terre d'asile. Chacun d'entre nous a dans sa famille ou connaît une personne qui a des origines espagnoles, italiennes, maghrébines, africaines, asiatiques... La région Occitanie a été et reste une terre d'accueil des peuples, au gré de l'histoire : guerres civiles, guerres mondiales, immigration économique, etc.

L'histoire de notre pays est comme cela, que ça plaise ou non, et sans ces mélanges de population, sans cette ouverture sur le monde, la France ne serait pas la France.

Cette "haine de l'autre" est irrationnelle. Elle ne repose sur rien d'autre qu'un sentiment. Peu importe comment on le nomme, "de peur", "d'insécurité". Irrationnel. Ce ne sont pas 27 hommes, démunis de tout qui vont changer la vie d'un quartier, d'une ville comme Toulouse. Ce ne sont pas 250 ou 270 personnes qui vont mettre en péril l'équilibre de notre région. Vous qui voyez dans ces images des violeurs ou des agresseurs, dites-vous qu'y figurent peut-être le médecin qui sauvera demain votre enfant ou le maçon qui construira votre maison ! (*Lisez, s'il vous plaît, ci-contre, "La nausée" de la journaliste Marie Martin.*)

Nous savons que la publication de cet article va déclencher de nouveaux commentaires haineux. Nous savons à quoi nous nous exposons. Mais nous ne voulions pas rester silencieux devant tant de haine et face à ce déversement sur facebook de commentaires nauséux. **Ne rien dire c'était se rendre complices.**



## La Nausée !!!

Alors que le démantèlement du plus grand bidonville de France est achevé, alors que des centaines de réfugiés commencent à arriver dans des communes d'accueil partout sur le territoire national, la haine de l'autre, la peur des autres suintent dans de très nombreux commentaires, notamment sur les réseaux sociaux. **"On n'en veut pas", "qu'ils rentrent chez eux", "ces gens-là ne sont pas comme nous".**

J'ai honte de ce que je lis. J'ai honte de ce que je comprends. J'ai honte que l'accueil de 4 500 personnes pose problème en France, dans un pays qui compte 60 millions d'habitants. J'ai honte que ce frein vienne de mes contemporains.

Comme ils ont la mémoire courte, ces porteurs d'un discours de rejet et de haine.

Ils ont oublié leurs larmes, devant le journal de 20 heures qui montrait le petit corps d'Aylan, mort échoué sur une plage de la Méditerranée.

Ils ont oublié les images de guerre, des bombes sur Alep.

Ils ont oublié que peut-être, leur grand-père a franchi les Pyrénées pour échapper à la mort et à la dictature de Franco.

Ils ont oublié que leur voisin est peut-être un enfant des boat-people.

Ils ont oublié que leur mère a peut-être sauvé la vie d'enfants juifs dans le maquis de Vabre.

Ils ne savent pas, peut-être, qu'on ne quitte pas son pays pour le plaisir d'aller s'entasser sous des tentes, dans la boue, dans le nord de la France.

Qu'on ne quitte pas son métier de médecin ou de professeur d'université pour le plaisir de venir un jour balayer nos rues.

Peut-être devraient-ils s'imaginer, une seule seconde, traverser une mer, un océan, des montagnes, pour sauver leur vie et celle de leur famille.

Peut-être est-ce aussi à nous, les journalistes, de rappeler que souhaiter le départ d'hommes et de femmes menacés de mort dans leur pays revient à souhaiter leur mort tout court.

**Marie Martin**  
Journaliste France 3 Midi-Pyrénées

## Pas de travailleurs sans droits dans l'entreprise !

Jean-Claude Auguin est prêtre-ouvrier à Massy dans l'Essonne. Militant ouvrier, il participe à la lutte avec les travailleurs migrants, avec les organisations syndicales et des partis politiques, afin que ces hommes et femmes, essentiellement sans papiers, qui occupent de vrais emplois, bénéficient des mêmes droits que les autres travailleurs dans les entreprises.

Nous empruntons cet article au journal "Courrier PO" (Courrier Prêtres Ouvriers) de janvier 2017. Contrairement à une idée reçue, les travailleurs sans papiers ne prennent pas la place des travailleurs français. Ils font un travail dur, dégueulasse, dangereux, mal payé (bâtiment, travaux publics, nettoyage, éboueurs, restauration, hôtellerie, aide à la personne...). Les employeurs, avec la complicité des administrations et du gouvernement, surexploitaient ces hommes et ces femmes...

*C'est l'histoire d'une lutte victorieuse que nous relate Jean Claude... Lui aussi ne lâche rien !!!*

### Rappel de la loi CESEDA :

Partout dans le monde les lois limitant l'immigration sont de plus en plus dures, et pourtant l'évaluation du nombre des immigrés reste à peu près constant (deux cents millions).

En France, Nicolas Sarkozy, comme ministre de l'Intérieur, puis comme Président de la République, fit adopter la loi CESEDA en 2007 : (pas de régularisation pour dix ans de présence, régularisation que pour les fonctions de cadres supérieurs, menaces d'amende et de prison pour les employeurs faisant travailler les sans papiers). Les entreprises se mirent à contrôler les papiers de leurs salariés d'origine étrangère et il s'ensuivit une vague de licenciements. Une entreprise de nettoyage du linge des hôtels (Modeluxe) à Chilly-Mazarin (91) devait licencier la moitié de son personnel : travailleurs sans papiers. Mais l'ensemble du personnel constitué d'anciens sans papiers, se mit en grève avec occupation de l'entreprise pour obtenir la régularisation de leurs collègues. Après plusieurs semaines d'actions mobilisant des organisations syndicales (CGT, SUD, FSU), des associations (RESF, Cimade, LDH), les partis politiques de gauche (PCF, NPA, LO...), les travailleurs sans papiers de l'entreprise furent régularisés.

### Rappel historique d'un conflit :

Dans la dynamique de cette action huit cents travailleurs sans papiers se présentèrent à l'Union Locale CGT de Massy pour demander de l'aide afin d'obtenir leur régularisation. Le 15 avril 2008, deux cents travailleurs sans papiers de l'Ile-de-France, soutenus par la CGT, la CNT, Droits Devant, occupèrent seize entreprises de la région. Après trois mois de grève, les préfetures ouvrirent les portes à la régularisation, mais des blocages se faisant

sentir, un deuxième mouvement fut lancé le 15 octobre 2009 avec plus de deux mille grévistes recensés sur quarante piquets de grève. La grève dura un an et les régularisations reprirent avec leur formalisation avec l'accès de la gauche au pouvoir et une circulaire du 28 novembre 2012 qui s'applique encore aujourd'hui.

Militant à l'Union Locale CGT de Massy, j'ai participé activement aux actions des travailleurs sans papiers ; j'ai été trois mois, jours et nuits, sur un piquet de grève avec vingt Maliens dans une entreprise d'entretien des échafaudages à Boissy-sous-Saint-Yon (91). Depuis 2008 je suis mandaté par l'Union Départementale CGT de l'Essonne pour accompagner les travailleurs sans papiers afin qu'ils déposent des dossiers de régularisation par le travail. Ce sont huit cents travailleurs que j'ai accompagnés ainsi.

### Quelques repères :

Les travailleurs sans papiers ne prennent pas la place des travailleurs français. Ils font un travail dur, dégueulasse, dangereux, mal payé (bâtiment, travaux publics, nettoyage, éboueurs, restauration, hôtellerie, aide à la personne...). Les employeurs, avec la complicité des administrations et du gouvernement, surexploitaient ces hommes et ces femmes. Je suis admiratif, ils ont dépassé leur peur pour agir, sortir de l'ombre, se lever, affronter le patron, la police, le gouvernement...

Le gouvernement voulait en faire des criminels parce qu'ils n'avaient pas de papiers. Ils ont montré la richesse qu'ils créaient par leur travail et demandé qu'on les respecte pour cela. Ils ont été réintégrés dans la classe ouvrière, en utilisant les outils des ouvriers : la grève avec l'occupation de l'entreprise. Ils ont participé à la conduite de la lutte en assemblée générale. Certains se sont syndiqués et sont devenus militants (Mady, Grâce, Adame). Ils ont été réintégrés dans la fraternité républicaine ; de véritables relations d'amitié se sont créées entre migrants et gaulois. Des instituteurs donnaient des cours de français sur les piquets de grève.

Boubacar : " Pour la première fois j'ai appris à signer mon nom ". André et Yvette, deux retraités, leur donnaient des cours d'histoire du mouvement ouvrier, leur apprenaient à compter leurs heures de travail sur un carnet. Des petits commerçants leurs donnaient du pain et de la nourriture pour qu'ils tiennent... Jean-Claude Auguin



## Anniversaire : l'abbé Pierre nous a quittés il y a 10 ans...

*"On continue ! Nous sommes le monde de demain."*

La journée du 22 janvier 2017 fut marquée par les dix ans de la mort de l'abbé Pierre. Il fut une source d'inspiration pour les combats de milliers de femmes et d'hommes à travers le monde, et plus particulièrement pour la société civile française. Cet anniversaire correspond à une année électorale qui va influencer durablement le projet collectif de la France... Nous croyons que la société civile a un rôle à jouer dans les années à venir pour garantir que l'engagement, le courage et la lutte contre les injustices, tels que les incarnait l'abbé Pierre, ne soient pas oubliés.

Vous trouvez ci-dessous la déclaration signée par le mouvement Emmaüs et de nombreuses associations, syndicats, personnalités, dont Nicolas Hulot... Pierre Rabhi...

Nous transmettons également les impressions d'un compagnon des Peupins, Jules, présent à Paris ce jour là...

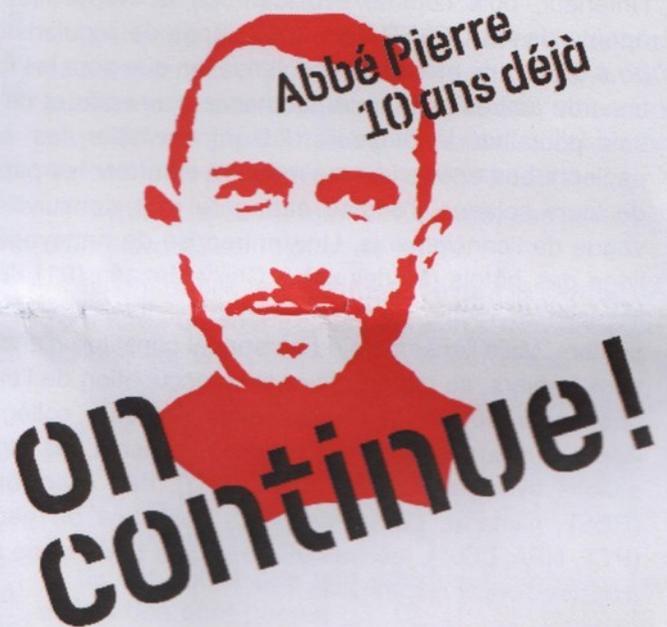
*Vous pouvez compléter votre information en allant voir le site : [www.oncontinue.fr](http://www.oncontinue.fr)*

### Nous sommes le monde de demain !

Nombreux sont celles et ceux qui aujourd'hui envisagent l'avenir avec inquiétude. Partout, on sent des volontés s'é mousser, et les désillusions prendre le pas sur les rêves. Nous, militant.e.s de la société civile, engagé.e.s de longue date pour la sauvegarde de l'intérêt général, partageons parfois ces moments d'abattement après l'annonce d'une énième mauvaise nouvelle. Et pourtant, quand nous sommes réuni.e.s dans l'action, c'est toujours la volonté de continuer, d'essayer à nouveau, ensemble, qui prend le dessus !

Parce que nous savons que nous sommes les ouvrier.e.s d'un immense chantier. Le chantier du siècle, colossal, vertigineux mais si enthousiasmant. Un chantier en construction, ouvert au public. Et nous avons à notre disposition les moyens, les outils et les plans dont nous avons besoin pour nous lancer avec conviction dans ce chantier. Nous sommes les entrepreneuses et les entrepreneurs d'un autre modèle, d'une autre économie qui respecte et s'appuie sur la seule richesse qui compte : la richesse de la diversité humaine.

### Nicolas Hulot pris en photo par Jules...



De cette force que nous tirons du collectif, nous voulons tirer aujourd'hui une leçon : il est temps d'unir durablement nos forces. Toutes et tous, nous avons des combats qui nous sont propres, nous agissons sur des thématiques précises : les un.e.s auprès des plus démunis.e.s, les autres au chevet de notre planète, chacun.e à notre façon nous essayons de changer les choses. Avec bienveillance, nous nous observons, nous nous soutenons, mais nous travaillons côte à côte, sans presque jamais oser nous dire l'évidence : la société de demain ne pourra qu'émerger de la conjonction de nos efforts.

Nous voulons proposer aujourd'hui à toutes les actrices et tous les acteurs du changement de s'unir. Pas dans un nouveau collectif ou une nouvelle plateforme, mais dans une dynamique, une collaboration de long terme. Les modalités de cette collaboration sont à définir ensemble, mais nous souhaitons d'ores et déjà affirmer notre volonté de construire cet avenir commun à travers le texte qui suit.

## Nous continuerons...

**Nous continuerons** à affirmer qu'aucun être humain n'est illégal sur terre et que chaque homme, chaque femme, chaque enfant y occupe une place légitime.

**Nous continuerons** à lutter, sans concession, contre un modèle qui produit de l'exclusion et qui détruit la planète.

**Nous continuerons** à combattre toute forme de résignation et de repli sur soi.

**Nous continuerons** à opposer l'entraide à la compétition et à la concurrence de tou.te.s contre tou.te.s.

**Nous continuerons** à défendre la justice sociale, l'accès universel et sans condition aux droits fondamentaux, la solidarité avec les générations futures.

**Nous continuerons** à militer pour la liberté d'aller et venir, de créer, d'innover, d'imaginer

d'autres possibles.

**Nous continuerons** à construire des alternatives, des oasis de liberté et d'égalité.

**Nous continuerons** à prendre des initiatives, petites et grandes, qui remettent l'humain au centre.

**Nous continuerons** à rassembler toutes celles et tous ceux qui fabriquent dès à présent les solutions de demain.

**Nous nous déclarons responsables** de notre communauté de destin, responsables de l'héritage que nous laisserons à nos enfants.

**Nous sommes les artisans d'une nouvelle forme de radicalité. Une radicalité humaniste et fraternelle.**

**Ensemble, nous décrétons l'état d'urgence sociale, écologique et solidaire.**

**Ensemble, nous sommes déjà le monde de demain.**

## Parole à Jules :

**BàO :** Jules, tu es compagnon à la communauté Emmaüs Peupins de Mauléon (79), tes impressions sur cette journée du 22 janvier ?

**Jules :** Impressions très positives... en particulier les apports des associations qui se sont exprimées.

**BàO :** Tu étais seul de la communauté des Peupins ?

**Jules :** Non : Jean François, responsable, m'a rejoint dimanche à Paris.

**BàO :** Je sais que tu as pris des notes... On en parle ?

**Jules :** Ok ! A la Bourse du Travail, c'est d'abord une adjointe au Maire de Paris, **Dominique Versini**, qui a parlé d'Emmaüs Solidarité qui a organisé 2 centres d'accueil pour accueillir les migrants, dont la majorité vient d'Italie actuellement.

**BàO :** Et ensuite ?

**Jules :** On a eu 4 interventions. D'abord **Jacques Généreux**, économiste, qui nous a expliqué comment ça a commencé : depuis 30 ans, un esprit de compétitivité lancé par les gouvernements, cette envie de s'enrichir à tout prix ! La solution : essayer d'abolir le pouvoir de l'argent. Puis **Sophia Majnoni**, qui a travaillé chez Greenpeace. Elle a parlé de l'artificialisation du sol. 92% de nos ressources sont

contaminées par des pesticides... Puis **Bertrand Badie**, spécialiste des relations internationales et des migrations. Il a parlé du système d'inégalité qui plane sur tout le monde. Un point qui m'a plus marqué : la faim qui tue dans le monde toutes les 4 secondes, par exemple en Somalie, au Yémen ! Et malgré cela les pays n'arrivent pas à lancer une guerre contre la faim ! Alors qu'en une seule journée, les Etats Unis ont lancé une guerre contre l'Afghanistan, l'Irak... Ca m'a touché ! Et aussi que le monde n'accepte pas la mobilité humaine, alors qu'à notre époque, il faut que les gens bougent d'un coin à l'autre du monde. Et enfin **Mohamed Mechmache** qui représente les cités, les banlieues, qui elles aussi ont du mal à se faire entendre. Il a voulu éclaircir le regard que les gens ont sur les cités. Aller vers les autres, et non pas se monter les uns contre les autres.

**BàO :** Sur le programme, c'est le tour d'associations...

**Jules :** D'abord **Nicolas Hulot**, puis **Caroline de Haas** d'"Osez le féminisme", qui a parlé des problèmes des femmes dans la société aujourd'hui. **Mathieu Labonne**, directeur des Colibris... **Bamba Vaffi** du collectif des sans papiers de Paris, qui a parlé des problèmes qu'on a pour se régulariser quand on en France en tant qu'é-



tranger. Il a donné l'exemple d'un étranger qui a fait 5 ans en France, le minimum d'années pour demander la régularisation. Et quand il fait la demande on lui demande une fiche de paye alors qu'ils savent très bien qu'en situation irrégulière vous ne pouvez pas travailler ! Enfin **Patrick Atohoum**, Président d'Emmaüs International, a terminé la matinée.

**BàO :** Puis Place de la République...

**Jules :** Avec Jean François, on a soupé avec la "soupe populaire" ! On a fait le tour des ateliers... des artistes... Jean François a participé à la photo du flashmob... et il a été au Canal St Martin, en prévision de la traversée de Gibraltar en canoé et à la nage en septembre prochain...

**BàO :** Merci Jules... **Souhaitons que cette journée nous motive pour "continuer" !**

## Une initiative d'Emmaüs Habitat Solidarité de Saumur : Action : Parlons des violences !

L'association EMMAÜS HABITAT SOLIDARITE a été cette année porteuse d'une action de sensibilisation et d'information auprès du grand public sur la problématique des violences faites aux femmes.

Ce temps fort sur SAUMUR, autour du 25 Novembre 2016 (journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes) s'est mis en place grâce au soutien de la Ville de Saumur et avec l'aide des partenaires locaux sur la thématique.

### Cette action comprenait :

1 - Une exposition sonore et photographique, intitulée "EN PRISES", réalisée par Cécile LIEGE (Sonographe) et BenBen (photographe).

L'exposition EN PRISES est le témoignage de quatre femmes victimes de violences conjugales. Leurs récits retracent la reconquête de la liberté, de l'estime de soi et de la possibilité d'agir.

L'exposition était visible du lundi 21 novembre après-midi au samedi 26 novembre matin inclus dans la salle d'exposition "Joly Leterme" à Saumur de 10h à 17h.

Vous pouviez également y retrouver les partenaires oeuvrant sur la lutte contre les violences faites aux femmes sur le territoire saumurois (**SOS Femmes, le CIDFF, l'hôpital...**) et retrouver ainsi des informations sur les lieux d'écoute, les lieux d'hébergements possibles, les permanences juridiques...

2 - Un spectacle intitulé "Anatomie et Palabres" de la Compagnie "La Grange aux Arts".

Ce spectacle, une création théâtrale réunissant 3 artistes (**Alice DAVID, Eva LEBAS et BenBen**) met en scène, à travers des textes réalistes, des portraits de femmes, des épisodes de vie et des témoignages de femmes victimes de violences.

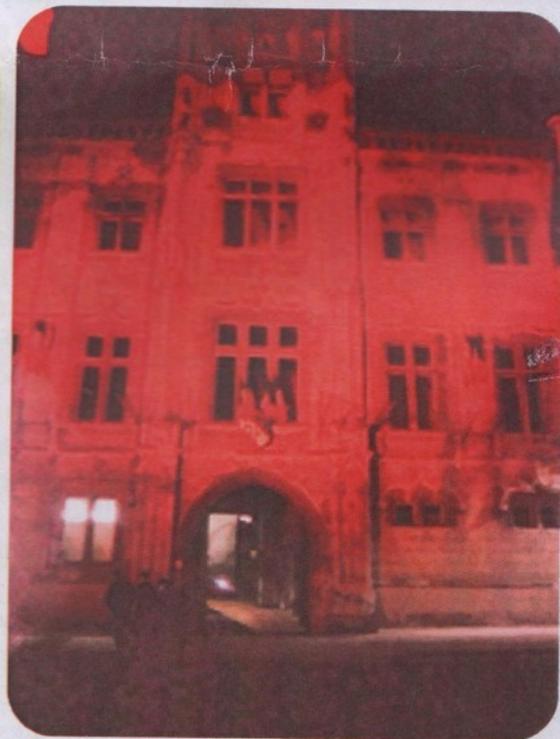
Le spectacle se tenait le samedi 26 Novembre à 20h30 dans la salle des Hauts Quartiers à Saumur.

L'exposition et la pièce de théâtre furent riches en émotion et la sensibilisation a pu fonctionner.

**Ainsi, l'année prochaine se prépare ....**



Le vendredi 25 Novembre la Ville de Saumur a marqué également son soutien par l'illumination de la Mairie en orange de 17h30 à minuit.



### Pour toutes informations :

EMMAÜS HABITAT SOLIDARITE  
576 rue du chemin vert 49400 SAUMUR

Tél : 02.41.50.25.06

habitatsolidarite49@yahoo.fr

Site internet : [www.habitat-solidarite.fr](http://www.habitat-solidarite.fr)